

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**LABAZ, L'APPLICATION RÉGIONALE DES JEUNES DE 15 À 25 ANS
2E RAPPORT POUR 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	5
Règlement d'intervention « Dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans »	6
PROJET DE DÉLIBÉRATION	12
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	15
ANNEXE 1 - Convention COMUTITRES et fiche projet	16
ANNEXE 2 - Charte partenaires sport et culture	40
ANNEXE 3 - Convention type "Partenaires Bons plans Labaz"	49

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Affectations d'autorisation d'engagement relatives aux aides jeunes de l'application Labaz

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la Région Île-de-France a lancé en 2023, LABAZ, une application mobile à destination des jeunes Franciliens âgés de 15 à 25 ans. Entièrement gratuite, cette application présente de façon personnalisée, simple et fluide l'ensemble des aides et dispositifs de la Région destinés aux jeunes ainsi que des bons plans de partenaires régionaux.

1.1 Aide à la pratique sportive, artistique et culturelle

Parmi les aides proposées dans l'application, un soutien régional de 100€ vise à renforcer l'accès des jeunes de 15 à 17 ans à la pratique sportive, artistique ou culturelle en augmentant le pouvoir d'achat des jeunes franciliens et de leurs familles.

Afin d'assurer la continuité du paiement de l'aide et son reversement aux structures partenaires de ce dispositif, il vous est proposé une deuxième affectation en autorisation d'engagement de **2 500 000 €**.

1.2 Aide à la mobilité des lycéens franciliens à travers le financement d'une partie de leur passe « Imagine R » annuel

Depuis sa création, le forfait « Imagine R Scolaire » bénéficie d'une contribution annuelle de la Région. Pour 2025, la Région contribue à hauteur de 23,9 M€ au financement des déplacements des jeunes bénéficiant d'un forfait imagine R.

La Région, acteur majeur, reconnu et engagé pour la mobilité de ses jeunes au titre de leur cycle d'enseignement secondaire, a souhaité réduire encore davantage le coût des transports pour ce public et leurs familles.

Ainsi, en octobre 2024, un soutien régional d'un montant pouvant aller jusqu'à 100€ - dans la limite du reste à charge des lycéens franciliens éligibles à l'aide - a été mis en place et géré depuis l'application mobile LABAZ avec l'appui de Comutitres S.A.S. Une convention avec Comutitres agissant au nom et pour le compte d'Île-de-France Mobilités en fixait les modalités d'attribution.

La Région souhaitant reconduire ce soutien à la rentrée 2025. Il est ainsi proposé d'attribuer une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **21 500 000€** pour le financement de cette aide.

La convention avec Comutitres vous est présentée en annexe 1 à la présente délibération.

2. Modifications du règlement d'intervention et de la charte des partenaires de l'aide à la pratique sportive, culturelle et artistique

Des modifications doivent être portées au règlement d'intervention et à la charte des partenaires. Celle-ci concernent à la fois l'élargissement de l'aide à l'achat de livres et les conditions d'utilisation de cette aide par le bénéficiaire. Elles précisent notamment que l'aide doit uniquement servir à la pratique d'activités sportives, artistiques, culturelles ou pour l'achat de livres, à condition que ces activités ou livres ne soient pas gratuits. L'aide ne peut en aucun cas être mobilisée pour le paiement d'autres prestations. Ces modifications précisent par ailleurs les modalités d'adhésion et de remboursement des structures partenaires éligibles avec l'ajout des librairies indépendantes et d'une section « Contrôles par la Région Île-de-France ».

Le règlement d'intervention adopté à la CP n° 2023-216 et la charte des partenaires validée lors de la CP n° 2024-074 du 28 mars 2024 doivent être ajustés en ce sens.

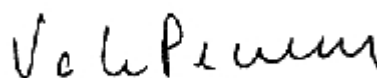
3. Modifications de la convention type « Partenaires Bons Plans Labaz »

Des modifications doivent être portées à la convention type « Partenaires Bons Plans Labaz ». Cette convention a pour objet de définir les conditions et modalités de partenariat entre la Région Île-de-France et le partenaire souhaitant rejoindre LABAZ pour proposer à son jeune public des avantages, codes promo, et/ou des exclusivités via l'application. Ces modifications concernent les modalités de partenariat, la communication et le parcours client.

La convention type de « Partenaires Bons Plans Labaz » adoptée à la CP n° 2024-074 du 28 mars 2024 doit être ajustée en ce sens.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Règlement d'intervention « Dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans »

RÈGLEMENT D'INTERVENTION n° RI2023-216CP

DISPOSITIF D'AIDE A LA PRATIQUE SPORTIVE, ARTISTIQUE ET
CULTURELLE DES JEUNES DE 15 A 17 ANS

Version consolidée résultant des modifications suivantes

- Délibération n°CP 2023-216 du 1^{re} juin 2023 (adoption)
- Délibération n°CP 2024-008 (adoption)
- Délibération n° CP 2025-049 du 30 janvier 2025 (adoption)
- Sous réserve d'adoption : délibération n° CP 2025-265 du 23 septembre 2025

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

Dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la Région Île-de-France propose aux jeunes franciliens, de 15 à 17 ans, une aide à la pratique sportive, artistique et culturelle à travers une application mobile qui leur sera dédiée.

1. Le fonctionnement de l'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle de la Région Île-de-France

Les critères d'éligibilité :

Les bénéficiaires sont les jeunes franciliennes et franciliens âgés de 15 ans (majorité numérique) à 17 ans révolus.

Les bénéficiaires doivent avoir entre 15 ans révolus et 17 ans le 1^{er} septembre, au moment du lancement ou du renouvellement de l'aide. Chaque bénéficiaire peut donc bénéficier de l'aide au maximum pendant trois années consécutives s'il continue de remplir les critères d'éligibilité.

Les bénéficiaires doivent être domiciliés ou scolarisés dans la région Île-de-France.

Les caractéristiques de l'aide :

Le montant de l'aide financière pour la pratique sportive, artistique et culturelle de la Région Île-de-France s'élève à 100 € par an et par bénéficiaire.

L'aide est accessible via une application mobile dédiée ; elle est créditée dans le portefeuille virtuel de chaque jeune remplissant les critères d'éligibilité.

Les critères d'éligibilité sont vérifiés au moment de l'inscription du bénéficiaire dans l'application.

Le montant de l'aide n'est pas cumulable d'une année à l'autre. Le montant de 100€ est crédité à compter du 1^{er} septembre et peut être utilisé jusqu'au 31 août de l'année suivante. Tous les ans, les portefeuilles virtuels sont réinitialisés et les soldes remis à zéro. Le portefeuille est crédité à nouveau de 100€ pour les jeunes qui remplissent les critères d'éligibilité pour l'année suivante.

L'aide est sécable et peut-être utilisée en plusieurs fois auprès des structures partenaires du dispositif.

Utilisation de l'aide :

Depuis son portefeuille virtuel, le bénéficiaire saisit le montant qu'il souhaite utiliser. Un code (ou QR Code) est alors généré indiquant le montant saisi.

Le bénéficiaire se présente auprès de l'une des structures partenaires du dispositif pour s'inscrire à une activité ou acheter un livre. Au moment du règlement, il remet le code (ou QR Code) à la structure qui le saisit (ou le scanne) dans son espace partenaire de l'application. Lorsque le service ou livre acheté est d'un montant supérieur au montant du

QR Code, le solde est à la charge financière du bénéficiaire qui règle la différence directement à la structure partenaire pour finaliser son inscription.

Le montant est alors débité du portefeuille virtuel du bénéficiaire et crédité dans le portefeuille virtuel du partenaire du dispositif.

L'aide est strictement personnelle et ne peut être utilisée par le bénéficiaire que pour le paiement d'activités sportives, artistiques ou culturelles réalisées par lui-même ou l'achat d'un livre.

L'utilisation de cette aide pour l'achat de matériel ou d'équipement liés à la pratique sportive, artistique ou culturelle n'est pas autorisée. L'utilisation de cette aide pour le paiement de tout produit ou prestation autre qu'une activité sportive, artistique ou culturelle ou qu'un livre n'est pas autorisée. De plus, cette aide ne peut être mobilisée dans le cadre d'une activité gratuite ou d'un livre gratuit.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas céder ses droits et avantages à un tiers et à utiliser son aide uniquement pour le paiement de la pratique d'une activité sportive, artistique ou culturelle à laquelle il souhaite s'inscrire ou l'achat d'un livre.

2. Les modalités d'adhésion des structures partenaires au dispositif de l'aide.

Les structures partenaires du dispositif :

Pour faire partie du dispositif, les structures partenaires doivent proposer et organiser, sur le territoire francilien, des activités sportives, artistiques ou culturelles ou la vente de livres pour un public de jeunes de 15 à 17 ans. Elles doivent également avoir au moins un an d'ancienneté.

Le réseau des structures partenaires participant au dispositif est composé des acteurs suivants dans le secteur du sport et de la culture :

- Les associations sportives et structures agréées par le ministère en charge des sports ou affiliées aux fédérations sportives agréées par le ministère en charge des sports.
- Les clubs esport affiliés à France Esport
- Les structures culturelles proposant une offre de pratique culturelle dans leurs établissements à destination du public 15-17 ans.
- les librairies indépendantes franciliennes répondant aux critères définis en annexe 1
- Les cinémas, ou réseaux de cinéma, proposant une tarification préférentielle pour le public jeune de 15 à 17 ans.

Les structures ayant la forme juridique « entrepreneur individuel » ne sont pas éligibles au dispositif.

Adhésion au dispositif :

L'adhésion au dispositif se fait via une plateforme dédiée rattachée à l'application mobile par laquelle l'aide est distribuée. L'adhésion au dispositif doit être faite par un des représentants légaux de la structure partenaire ou son représentant qui doit :

- se connecter à la plateforme en utilisant son compte France Connect ;
- indiquer le SIREN de sa structure ;
- signer la charte partenaire ;
- signer la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

- fournir un RIB au nom de la structure en format pdf (document original issu du site internet de la banque).

Les structures partenaires adhèrent au dispositif à titre gratuit. Elles ne peuvent en aucun cas transmettre leur affiliation à un tiers sans l'accord préalable de la Région Île-de-France.

Elles s'engagent à signer la charte des partenaires du dispositif en annexe 1 et notamment à :

- accepter le code (ou QR Code) présenté par les bénéficiaires comme titre de paiement pour l'inscription à une pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles ;
- ne pas accepter le titre de paiement pour l'inscription à une activité d'une autre personne que celle pour laquelle l'aide est destinée ;
- ne pas accepter le titre de paiement pour un produit ou une prestation autre que l'inscription à une pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles ou l'achat d'un livre.
- à déduire la somme du coupon de l'inscription du jeune. En effet, le coupon est un titre de paiement. En aucun cas le partenaire ne peut demander au jeune de régler la totalité des frais d'inscription si le coupon a été scanné précédemment.
- à ne pas demander aux bénéficiaires un coupon d'un montant supérieur à la valeur de l'activité à laquelle il s'inscrit ou au livre qu'il achète.
- garantir la transparence dans leur fonctionnement, notamment en ce qui concerne les tarifs pratiqués et les activités proposées.
- offrir un égal accès aux filles et aux garçons ;
- accueillir les jeunes utilisant l'aide comme tout autre usager.

Compte tenu de l'objet même de ce dispositif, les structures partenaires ne sont pas soumises au respect du dispositif 100 000 stages adopté par délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 modifié.

Remboursement des structures partenaires :

Le montant de l'aide destinée aux bénéficiaires est versé par la Région Île-de-France aux structures partenaires ayant adhéré au dispositif, au prorata des sommes utilisées par les bénéficiaires auprès d'elles. Les remboursements se font par virement bancaire uniquement sur le RIB fourni par la structure partenaire lors de son inscription au dispositif. En cas de changement de compte bancaire, la structure partenaire en informe immédiatement la Région Île-de-France et lui transmet un nouveau RIB en format pdf (issu du site internet de la banque). A défaut, la Région ne pourra procéder au paiement des coupons.

Calendrier :

Le dispositif d'aide est mis en place de façon opérationnelle à partir du mois de septembre 2023. Les structures peuvent adhérer au dispositif à tout moment, dès l'ouverture de la plateforme partenaire.

3. Contrôles par la Région Île-de-France

Dans le cadre du suivi de ce dispositif, la Région Île-de-France pourra procéder à des contrôles du bon respect de l'utilisation de l'aide par les bénéficiaires ainsi que du respect de la charte des partenaires par les structures adhérant au dispositif.

En cas de contrôle, le bénéficiaire de l'aide s'engage à fournir, à la demande de la Région, des justificatifs d'inscription ou d'achat réalisés grâce à l'aide qui lui a été attribuée.

En cas de contrôle, la structure partenaire s'engage à fournir les justificatifs ou faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment :

- les justificatifs d'inscription de chaque jeune bénéficiaire à une activité sportive, artistique ou culturelle au sein de la structure ou d'achat d'un livre,
- les licences des jeunes bénéficiaires à la Fédération sportive à laquelle le partenaire est affilié (pour les clubs sportifs),
- le livre-journal de la structure permettant d'identifier les prestations effectivement facturées aux jeunes dans le cadre de la pratique sportive ou culturelle et ouvrant droit à remboursement ou de l'achat d'un livre.

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

LABAZ, L'APPLICATION RÉGIONALE DES JEUNES DE 15 À 25 ANS 2E RAPPORT POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités locales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-265 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de **2 500 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-003 « Projets de territoires jeunesse et développement social », action 13400305 « Jeunesse et promesse républicaine » du budget 2025 pour assurer la continuité du paiement des aides de 100 € et le reversement aux clubs sportifs partenaires de ce dispositif.

Article 2 :

Décide de participer, au titre de l'aide à la mobilité des lycéens, au financement, par l'application Labaz, du reste à charge du passe Navigo Imagine R scolaire annuel, détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **21 500 000 €**.

Approuve la convention de financement avec Comutitres présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention susmentionnée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **21 500 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-003 « Projets de territoires jeunesse et développement social », action 13400305 « Jeunesse et promesse républicaine » du budget 2025.

Article 3 :

Modifie le règlement d'intervention « Dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans » adopté par délibération n°CP 2023-216 du 1^{re} juin 2023 modifié comme suit :

- Sur l'ensemble du RI, il est ajouté des mentions sur l'élargissement de l'aide à « l'achat de livre ».
- Au point 1. « Fonctionnement de l'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle de la Région Île-de-France », rubrique « Utilisation de l'aide », il est ajouté les mentions comme suit : *L'utilisation de cette aide pour l'achat de matériel ou d'équipement liés à la pratique sportive, artistique ou culturelle n'est pas autorisée. L'utilisation de cette aide pour le paiement de tout produit ou prestation autre qu'une activité sportive, artistique ou culturelle ou qu'un livre n'est pas autorisée. De plus, cette aide ne peut être mobilisée dans le cadre d'une activité gratuite ou d'un livre gratuit ; ...et à utiliser son aide uniquement pour le paiement de la pratique d'une activité sportive, artistique ou culturelle à laquelle il souhaite s'inscrire ou l'achat d'un livre.*
- Au point 2. « Modalités d'adhésion des structures partenaires au dispositif de l'aide » :
 - o Rubrique « Les structures partenaires du dispositif », il est ajouté une mention comme suit *Elles doivent également avoir au moins un an d'ancienneté ;* à la liste des structures éligibles, il est ajouté *les librairies indépendantes franciliennes répondant aux critères définis en annexe 1 ;* et en fin de rubrique il est ajouté la mention *Les structures ayant la forme juridique « entrepreneur individuel » ne sont pas éligibles au dispositif.*
 - o Rubrique « Adhésion au dispositif », il est ajouté les mentions comme suit : *... fournir un RIB au nom de la structure en format pdf (document original issu du site internet de la banque) ; à signer la charte des partenaires du dispositif en annexe 1 et notamment ;* dans la liste des engagements, il est ajouté les mentions comme suit : *ne pas accepter le titre de paiement pour un produit ou une prestation autre que l'inscription à une pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles ou l'achat d'un livre ; à déduire la somme du coupon de l'inscription du jeune. En effet, le coupon est un titre de paiement. En aucun cas le partenaire ne peut demander au jeune de régler la totalité des frais d'inscription si le coupon a été scanné précédemment ; à ne pas demander aux bénéficiaires un coupon d'un montant supérieur à la valeur de l'activité à laquelle il s'inscrit ou au livre qu'il achète ; garantir la transparence dans leur fonctionnement, notamment en ce qui concerne les tarifs pratiqués et les activités proposées.*
 - o Rubrique « Remboursement des structures partenaires », il est ajouté la mention comme suit : *...sur le RIB fourni par la structure partenaire lors de son inscription au dispositif. En cas de changement de compte bancaire, la structure partenaire en informe immédiatement la Région Île-de-France et lui transmet un nouveau RIB en format pdf (issu du site internet de la banque). A défaut, la Région ne pourra procéder au paiement des coupons.*
- Il est ajouté un point 3 « Contrôles par la Région Île-de-France » avec les mentions comme suit : *Dans le cadre du suivi de ce dispositif, la Région Île-de-France pourra*

procéder à des contrôles du bon respect de l'utilisation de l'aide par les bénéficiaires ainsi que du respect de la charte des partenaires par les structures adhérant au dispositif. En cas de contrôle, le bénéficiaire de l'aide s'engage à fournir, à la demande de la Région, des justificatifs d'inscription ou d'achat réalisés grâce à l'aide qui lui a été attribuée. En cas de contrôle, la structure partenaire s'engage à fournir les justificatifs ou faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment : les justificatifs d'inscription de chaque jeune bénéficiaire à une activité sportive, artistique ou culturelle au sein de la structure ou d'achat d'un livre, les licences des jeunes bénéficiaires à la Fédération sportive à laquelle le partenaire est affilié (pour les clubs sportifs), le livre-journal de la structure permettant d'identifier les prestations effectivement facturées aux jeunes dans le cadre de la pratique sportive ou culturelle et ouvrant droit à remboursement ou de l'achat d'un livre.

Article 4 :

Approuve la charte des structures partenaires adhérentes au dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans modifiée, figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 5 :

Approuve la convention type de partenariat Bons plans Labaz pour proposer aux jeunes de 15 à 25 ans des avantages, codes promo, et/ou des exclusivités via l'application, figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les conventions de partenariats conformes à la convention type des bons plans.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - Convention COMUTITRES et fiche projet

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE

LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

ET

COMUTITRES S.A.S

relative au financement partiel par la région Île-de-France via l'application régionale LABAZ du reste à charge des lycéens franciliens de 15 ans et plus du passe Navigo imagine R

(Campagne scolaire 2025-2026)

ENTRE

- **La région Île-de-France** représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente, dûment mandatée par la délibération n° CP 2025-265 du conseil régional d'Île-de-France du 25 septembre 2025,

ci-après dénommée « la Région »,

ET

- **Comutitres S.A.S**, société par actions simplifiée au capital de 30 200 000 €, représentée par Caroline Pauwels en qualité de présidente, dûment habilitée aux fins des présentes, sise 21 boulevard Haussmann, 75009 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris SIREN n° 919 451 823, agissant au nom et pour le compte d'Île-de-France Mobilités.

Ci-après nommées individuellement « Partie » et collectivement « Parties »

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code des transports,

VU la décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports Parisiens du 18 juin 1998 relative à la création de titres d'abonnement pour les collégiens, lycéens et apprentis en formation,

VU la délibération du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France n° 2009/0404 en date du 8 avril 2009 relative aux conditions d'attribution des cartes imagine R scolaire et imagine R étudiant,

VU la délibération n° 20220525-083 du 25 mai 2022 du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités relative à la création d'une filiale billettique, principes de gouvernance et statuts ;

VU le budget 2025,

- VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;**
- Vu la convention de mandat de recettes et de dépenses n°23D25180 (et ses avenants) signée entre Île-de-France Mobilités et Comutitres S.A.S.**
- VU la délibération n° CP 2025-265 pour l'adoption de la convention**

PRÉAMBULE

Conformément à l'article 1er de la délibération du STIF n° 2009/0404 du 8 avril 2009, le forfait « imagine R Scolaire » est réservé aux jeunes d'Île-de-France répondant à l'une des trois conditions suivantes :

- avoir moins de 16 ans au 1er septembre de l'année de souscription,
- avoir moins de 26 ans au 1er septembre de l'année de souscription et suivre un cursus de l'enseignement primaire ou secondaire ou une formation par alternance d'un niveau inférieur au baccalauréat avec le statut d'apprenti,
- avoir moins de 26 ans au 1er septembre de l'année de souscription et suivre une formation d'insertion de longue durée destinée aux jeunes déscolarisés en difficulté.

Le forfait « imagine R Scolaire » est valable :

- du 1er septembre de l'année N au 30 septembre de l'année N + 1, soit 13 (treize) mois, lors d'une première souscription,
- du 1er octobre de l'année N au 30 septembre de l'année N+1, soit 12 (douze) mois, en cas de renouvellement.

La campagne N/N+1 de souscription des abonnements imagine R est ouverte au public à compter de 17 juin de l'année N. La période de souscription s'achève au 30 avril de l'année N+1.

Île-de-France Mobilités fixe les tarifs régionaux du forfait imagine R Scolaire et est responsable des conditions générales de vente et d'utilisation de ce dernier.

Comutitres S.A.S, filiale détenue à 100% par Île-de-France Mobilités, agissant en son nom et pour son compte, assure la vente, la distribution et le service après-vente de ce forfait.

Utilisable dans le cadre de la tarification francilienne, le forfait annuel imagine R Scolaire permet de voyager sur les lignes régulières de transport en commun des transporteurs, c'est-à-dire les sociétés ayant conclu un contrat de service public avec Île-de-France Mobilités ou une autorité organisatrice de proximité ayant reçu délégation d'Île-de-France Mobilités pour l'exploitation des lignes de transport voyageurs, y compris RoissyBus, Filéo et les bus de nuit Noctilien, ainsi que certaines dessertes locales et transports à la demande, les trains TER ou Intercités (hors réservation obligatoire) en 2ème classe. Les parcours doivent être intégralement réalisés en Île-de-France. Il n'est pas valable sur Orlyval, le TGV, ni sur les lignes de transport en commun qui n'appliquent pas la tarification francilienne. Il ne peut pas être complété ni servir de complément à un abonnement SNCF Voyageurs ou à un billet de train.

Depuis sa création, le forfait « imagine R Scolaire » bénéficie d'une contribution annuelle de la Région. Pour 2025, elle contribue à hauteur de 23,9 M€ au financement des déplacements des jeunes bénéficiant d'un forfait imagine R.

La Région, acteur majeur, reconnu et engagé pour la mobilité de ses jeunes au titre de leur cycle d'enseignement secondaire, souhaite encore davantage diminuer le coût des transports pour ces publics et leur famille. Une participation financière complémentaire de la Région au titre de la mesure Imagine R, d'un montant maximum prévisionnel de 21 500 000 €, permettra de réduire le reste à charge des lycéens Franciliens remplissant les conditions définies dans la présente convention.

Cette attribution pouvant être effectuée jusqu'à 100€ par lycéen est gérée par l'application régionale LABAZ dédiée aux jeunes de 15 à 25 ans, avec l'appui de Comutitres S.A.S. La présente convention vise à fixer les modalités d'attribution de ce financement.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE 1 : Dispositions générales

Article 1.1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de :

- fixer les conditions et modalités de financement par la Région d'une aide aux lycéens détenteurs d'un forfait « imagine R Scolaire » aux moyens de son application mobile destinée aux jeunes Franciliens de 15 à 25 ans dite « LABAZ » pour l'année 2025 (correspondant à l'année scolaire 2025-2026) ;
- préciser les modalités de versement des sommes dues par la Région à Comutitres S.A.S ;
- assurer aux Parties une information appropriée pour la bonne conduite des missions de chacun, en contenu et en délai, afin de mettre en œuvre l'aide régionale. Les Parties procèdent notamment, sur leurs périmètres respectifs, au traitement des données, à leur transmission et aux vérifications nécessaires dans les conditions précisées ci-dessous.

Article 1.2 : entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la date la plus tardive de la signature des parties. Elle est conclue pour l'année scolaire 2025-2026.

Elle s'achève au plus tard le 31/12/2026 pour englober la campagne scolaire 2025-2026.

CHAPITRE 2 : Conditions d'attribution et montant de l'aide régionale

Article 2.1 : Critères d'éligibilité

Pour bénéficier de l'aide régionale, les conditions à remplir sont les suivantes :

- être détenteur d'un forfait « imagine R Scolaire » pour l'année scolaire 2025-2026
- être âgé de 15 ans et plus au moment de la demande de l'aide régionale sur LABAZ,

- résider en Île-de-France au moment de la souscription du forfait « Imagine R Scolaire »,
- être inscrit régulièrement dans des établissements d'enseignement secondaire, publics et privés, dans les cursus suivants : seconde, première, terminale (enseignement général), CAP, BEP, Bac pro (2de, 1^{ère}, terminale), CAP 1^{ère} année, CAP 2^{ème} année, BEP (1^{ère} année et 2^{ème} année) pendant l'année scolaire 2025-2026. Les lycéens en apprentissage dont l'abonnement est remboursé à 50% ou 75% par leur employeur ne sont pas éligibles.

Pour les lycéens qui auront plus de 20 ans au moment de l'ouverture de la campagne Labaz ou 15 ans après le 30 avril 2026 (date limite de demande de remboursement partiel dans LABAZ) :

- Les demandes seront adressées au service support LABAZ avant le 30 avril 2026 via le formulaire de contact (<https://www.iledefrance.fr/toutes-les-faq/lapplication-mobile-labaz-faq-jeunes/tu-des-questions-concernant-labaz>). Toute demande réalisée après cette date sera refusée.
- La Région fera les vérifications définies dans l'article 3.3.1.
- La Région transmettra à Comutitres par fichier sécurisé les nom, prénom, adresse mail du demandeur et numéro du passe Navigo imagine R pour vérification par Comutitres des critères d'éligibilité tels que définis dans l'article 3.3.1 et remboursement. Le fichier sera transmis par le moyen d'une plateforme d'échange sécurisée type SFTP. Cette plateforme est hébergée par Comutitres. Dans le cas où la Région ne pourrait y avoir accès, le fichier sera transmis de manière sécurisée au moyen d'un algorithme de chiffrement adapté. Comutitres vérifiera ensuite l'éligibilité des clients et attribuera l'aide régionale. Un fichier contenant la liste des bénéficiaires sera transmis à la Région de manière sécurisée au moyen d'un algorithme de chiffrement adapté.

Article 2.2 : Montant de l'aide régionale.

Le montant de l'aide régionale maximal est fixé à 100 € (cent euros) pour les personnes éligibles.

La prise en charge régionale est ajustée dans les cas suivants :

- Lorsque le forfait Imagine R est entièrement pris en charge par un tiers, le lycéen ne peut bénéficier de la participation régionale.
- Dans tous les cas, l'aide régionale est plafonnée au montant du reste à charge de l'élève.

CHAPITRE 3 : Processus de souscription, d'acceptation et de remboursement

Article 3.1 : Communication du financement auprès du bénéficiaire

L'ouverture de la campagne de souscription imagine R scolaire s'est effectuée le 23/06/2025. A cette date le site internet de Comutitres gérant la campagne précitée ne mentionne pas le présent financement de la Région auprès des personnes concernées.

La Région s'engage à transmettre à Comutitres la délibération du Conseil régional approuvant le présent financement dès que celle-ci est adoptée. La Région effectuera une communication et l'ouverture des demandes sur l'application Labaz à partir de la date de la délibération du Conseil régional.

Au premier jour ouvré suivant l'entrée en vigueur de la convention, Comutitres publiera deux éditos dans le parcours de souscription imagine R :

- Dans la page de présentation des Services En Ligne (SEL) : « La Région Île-de-France attribue une aide aux lycéens de 15 ans et plus. La demande doit être effectuée directement par le lycéen depuis l'application Labaz. Certains départements accordent également une subvention sous certaines conditions »
- Dans la page de paiement avec un conditionnement basé sur le niveau de classe et le département de résidence du bénéficiaire :
 - Lycéen domicilié à Paris : aucun édit,
 - Lycéen domicilié dans tous les autres départements de la région Île-de-France : « La Région Île-de-France attribue une aide allant jusqu'à 100 euros aux lycéens de 15 ans et plus via l'application LABAZ. La demande doit être effectuée directement par le lycéen depuis l'application. Télécharger LABAZ sur l'[App Store](#) ou [Google Play](#). »

Article 3.2 : Modalités de demande de l'aide régionale par le lycéen

La demande de l'aide régionale se fait par le lycéen via son compte dans LABAZ. Un message électronique est alors transmis au demandeur pour l'informer de la bonne prise en compte de sa demande d'aide sur l'application LABAZ. La Région lui indique le délai de traitement maximal de 4 mois.

Cette demande doit être effectuée avant le 30 avril 2026.

Article 3.3 : Processus d'acceptation des bénéficiaires

Afin d'attribuer l'aide aux lycéens, la Région Île-de-France et Comutitres S.A.S doivent mettre en place les différentes actions listées ci-dessous

3.3.1 Vérification des personnes éligibles

L'éligibilité est vérifiée en deux étapes :

- Par la Région au moment de la demande effectuée par le lycéen sur le site Labaz.
- Par Comutitres S.A.S suite à la transmission par la Région des données des lycéens répondant aux critères de vérification de la Région

La responsabilité de vérification des critères d'éligibilité est partagée entre la Région Île-de-France et Comutitres S.A.S comme suit :

Critères d'éligibilités	Vérification par la Région	Vérification par Comutitres S.A.S
Nom (obligatoire et non modifiable)	OUI	NON

		Les doubles tirets en provenance de France Connect ne seront pas pris en compte
Prénom (obligatoire et non modifiable)	OUI Uniquement le 1er prénom sera envoyé si celui-ci ne contient pas de tiret. Si double prénom avec un tiret alors la Région envoie les 2 prénoms à Comutitres	NON Flexibilité du contrôle du prénom par Comutitres (par ex. faute d'orthographe sur le prénom ou un prénom sur deux envoyé) car un contrôle aura été fait en amont par la Région sur la base des informations recueillies via l'API de Comutitres.
Date de naissance (obligatoire et non modifiable)	OUI Date de naissance vérifiée au moment de l'inscription sur l'application.	NON
Département de résidence au moment de la souscription imagine R (obligatoire)	NON	OUI Comutitres va assouplir l'attribution manuelle de l'aide régionale. Si un jeune fait une demande LABAZ et qu'il a oublié de modifier son adresse (passage du 75 à un département éligible), il pourra réaliser une réclamation et fournir des justificatifs de domicile.
Etablissement	NON La Région utilisera la liste des lycées de Comutitres.	OUI Comutitres comparera l'établissement avec les données de la Région. Comutitres bloquera la demande si l'établissement renseigné est un collège.
Niveau de classe	NON	OUI Comutitres comparera le niveau de classe avec les données de la Région. Comutitres bloquera la demande si le niveau de classe correspond au collège.
Validité du numéro client imagine R et rattachement au nom et prénom du client (obligatoire)	OUI Via l'API de Comutitres L'API vérifie : Le numéro de contrat correspond au nom et prénom fournis par le jeune, Le contrat est actif, Le type de contrat est scolaire	OUI Comutitres est responsable de la donnée transmise via l'API
Statut tiers-payeur	NON	OUI

3.3.2 Processus de transfert des données pour la vérification de l'éligibilité

La Région s'engage à mettre à disposition deux APIs qui seront utilisées par Comutitres S.A.S. Elles permettront à la Région et Comutitres S.A.S d'échanger les données personnelles des lycéens ayant effectué une demande de financement par la Région ainsi que le statut d'attribution de l'aide :

- Mise à disposition des données suivantes recueillies par la Région Île-de-France : nom, prénom, date de naissance, adresse mail du porteur, département de résidence, établissement, département établissement, niveau de classe, numéro de référence LABAZ, numéro passe imagine R
- Mise à disposition des données suivantes par Comutitres S.A.S : numéro de référence LABAZ (information envoyée préalablement par la Région) et le retour (GRANTED/DENIED)
- Le volume des appels des APIs sera pour l'aller de 20 et pour le retour de 100.

En parallèle Comutitres met à disposition l'utilisation de son API pour récupérer les informations du contrat du demandeur. Le client devra renseigner son numéro client sur l'application Labaz. Cette API permettra à la Région de récupérer son nom, prénom, la validité du contrat et le type de contrat. Cela permet de pallier les potentielles erreurs client dans la transmission de leurs informations.

Actions relevant de la Région	Actions relevant de Comutitres S.A.S
Envoi d'un message électronique au porteur lorsqu'il a fait sa demande sur l'application LABAZ, Récapitulatif de la demande accessible dans l'application (lorsque le lycéen est connecté) Indication de l'état de la demande (en cours, OK, KO) dans l'application LABAZ.	Réaliser les développements en backoffice pour le traitement de l'aide à destination des payeurs et transmettre le statut de l'attribution à la Région via API. Envoi d'une campagne d'e-mailing dès la délibération de la mesure à l'ensemble du public cible. Le mailing devra mentionner l'aide de la Région mais également mentionner l'existence des aides d'autres collectivités territoriales. Envoi de notifications : <ul style="list-style-type: none">- Au porteur en cas de refus de sa demande en indiquant le premier motif de refus et en l'invitant à contacter le SAV si nécessaire,- Au payeur et au porteur lorsque le remboursement a été effectué.

Article 3.4 : Relation client

Le périmètre de gestion de la relation client entre la Région Île-de-France et Comutitres S.A.S est le suivant :

Actions relevant de la Région	Actions relevant de Comutitres S.A.S
Gère les demandes relatives aux critères d'éligibilité de l'aide régionale.	Gère les demandes relatives à la souscription du forfait imagine R scolaire,
Gère les demandes relatives à l'application LABAZ.	Gère les demandes relatives au suivi de l'attribution de l'aide à partir du début du traitement,
Gère les demandes relatives au suivi de l'attribution de l'aide avant le début du traitement.	Redirige les jeunes vers le formulaire de contact LABAZ pour les demandes qui ne sont pas de son périmètre (https://www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/labaz-lappli-bons-plans-de-la-region-pour-les-15-25-ans).
Transmet à Comutitres S.A.S les demandes qui ne sont pas de son périmètre à l'adresse mail suivante : imager@agencenavigo.fr	

Article 3.5 : Traitement des moins de 15 ans et des plus de 20 ans

Le périmètre du traitement des lycéens de moins de 15 ans et de plus de 20 ans entre la Région Île-de-France et Comutitres S.A.S est le suivant :

Actions relevant de la Région	Actions relevant de Comutitres S.A.S
Mise à disposition d'un formulaire dédié.	<u>Vérification de l'éligibilité des lycéens de moins de 15 ans ou de plus de 20 ans (contrat imagine R scolaire actif, au nom du lycéen qui fait la demande, domicile au moment de la souscription)</u>
Vérification des données de la demande, de l'identité et du certificat de scolarité	
Partage à partir de janvier 2026 le fichier sur le SFTP de Comutitres	<u>Partage du fichier retour à la Région</u>

Article 3.6 : Processus de remboursement au payeur

Après validation de la demande de l'aide par la Région et Comutitres S.A.S, la mise en place du dispositif de tiers payeur auprès du payeur du titre Imagine R sera effectuée par Comutitres au payeur à partir du 3 novembre 2025 dans un délai maximal de 4 mois.

Le montant financé par la Région sera automatiquement ajusté en fonction du montant payé. Les modalités de financement varient en fonction du mode de paiement du titre souscrit :

- Dans le cas d'un paiement au comptant par le payeur du titre Imagine R, Comutitres remboursera le payeur à hauteur du trop-perçu résultant de l'aide de la Région ;

- Dans le cas d'un paiement au prélèvement (plusieurs mensualités), les prélèvements auprès du payeur du titre Imagine R seront minorés du montant de l'aide de la Région, dans la limite du montant total restant dû et le montant de l'aide régionale. Si la totalité des mensualités restantes dues par le payeur au moment de la mise en œuvre du dispositif tiers payeur ne couvre pas la totalité du montant de l'aide régional, alors le payeur sera remboursé à hauteur de l'aide régionale restant due.

Comutitres S.A.S communiquera auprès des demandeurs non éligibles par mail suite au traitement de sa demande en précisant le motif de refus. La personne concernée sera invitée, en cas de question, à contacter le SAV de Comutitres S.A.S.

Chapitre 4 : Modalités financières de l'aide régionale

Article 4.1 : Modalités de versement de l'aide régionale à Comutitres S.A.S.

4.1.1 Versements à Comutitres S.A.S

Au plus tard le 31/10/2025, la Région verse un montant de 12 (douze) millions d'euros, sur la base de la convention notifiée. Les remboursements aux lycéens ne pourront débuter avant la réception de ce montant par Comutitres S.A.S.

A partir du 01/01/2026, Comutitres S.A.S adresse une demande de complément sur l'adresse mail générique « depot.subvention@iledefrance.fr », dans le cas où le versement initial serait totalement utilisé. Comutitres SAS transmet à la Région les justificatifs d'utilisation du versement initial pour obtenir un complément. Le versement du complément intervient dans les 30 jours calendaires suivants la réception de la demande. Dans l'attente du versement du complément, les remboursements aux lycéens sont suspendus.

La contribution régionale sera versée sur le compte établi au nom de Comutitres S.A.S. Les coordonnées bancaires de Comutitres S.A.S sont les suivantes :

Banque : **BNP Paribas**
 Devise de tenue de compte : **EUR (EURO)**
 Type de compte : **Compte chèque**

IBAN(1) : **FR76 3000 4008 2800 0117 8875 776**

BIC(2) : **BNPAFRPPXXX**

	Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Agence de domiciliation
RIB(3) :	30004	00828	00011788757	76	CENTRE D'AFFAIRES AGENCE CENTRALE

La dépense correspondante sera imputée sur le chapitre budgétaire 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP 348-003 « Projets de territoires jeunesse et développement social » du budget de la Région Île-de-France. Le soutien régional s'entend sous réserve du vote des élus et dans la limite des crédits disponibles au budget régional.

4.1.2 Remboursement du trop-perçu

Sur la base du relevé final des dépenses, Comutitres S.A.S procède, au remboursement du trop-perçu.

Article 4.2 : Contrôle et restitution éventuelle du montant versé par la Région

Comutitres S.A.S transmet à la Région, au plus tard au 01/07/2026, un état récapitulatif justifiant le coût de la mesure pour la Région au titre de l'année scolaire 2025-2026

Comutitres S.A.S s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment le détail des demandes effectuées par les lycéens. En particulier, les documents justifiant du versement nominatif de l'aide régionale peuvent, à sa demande, être communiqués à la Région.

En cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conforme aux présentes prescriptions, les sommes correspondantes sont restituées.

Article 4.3 : Pièces justificatives pour le versement des compléments (reporting financier)

Les dossiers de demande de complément comporteront les documents suivants, signés par le représentant dûment habilité :

- un état récapitulatif des montants déjà versés par la Région au titre de la présente convention,
- un bilan du montant effectivement remboursé aux payeurs comptant précisant le nombre de lycéens bénéficiaires par département de domiciliation ainsi que le montant global remboursé par Comutitres
- Un bilan des attributions de l'aide aux bénéficiaires :
 - o Nombre de lycéens par département
 - o Montant global des financements attribués.

Ils sont transmis à la Région via l'adresse mail générique « depot.subvention@iledefrance.fr ».

Article 4.4 : Modalités et périodicité de reporting à la Région

Comutitres S.A.S s'engage à communiquer chaque semaine à la Région un état consolidé, depuis le début de la campagne, détaillant par département, par âge, par niveau de classe, par niveau de bourse et par statut, le nombre de lycéens bénéficiaires et le montant attribué en tenant compte des règles d'éligibilité.

Article 4.5 : Bilan de la mesure

En plus des pièces justificatives demandées pour les différents versements, Comutitres S.A.S transmet, à l'issue de la campagne de l'aide régionale et au plus tard le 15/07/2026 un bilan de la mesure avec le nombre de lycéens par département ayant bénéficié d'un remboursement, le montant de l'aide régionale et, pour les lycéens boursiers, le niveau de la bourse.

En complément et sur demande de la Région, le bilan de la mesure pourra contenir les informations suivantes :

- Numéro du contrat
- Numéro de client porteur
- Département au moment de la souscription
- Mode de paiement (au prélèvement ou comptant)
- Montant du financement
- Date d'attribution du financement
- Niveau de bourse
- Code barème

Chapitre 5 : Protection des données à caractère personnel

Article 5.0 : Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et Comutitres S.A.S (ci-après « Comutitres ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et Comutitres sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre du traitement des données nécessaires à la mise en œuvre de l'aide apportée aux lycéens souscrivant à un abonnement imagine R Scolaire dans les conditions définies dans la présente Convention, en ce compris le traitement des demandes de financement et du financement via l'application régionale LABAZ du reste à charge d'un montant maximum de 100€ des lycéens franciliens de 15 à 20 ans du passe Navigo Imagine R ainsi que pour les lycéens de moins de 15 ans et de plus de 20 ans via un autre processus, et de définir les responsabilités des Parties concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Les Parties déclarent être en conformité avec la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 5.1 : Description des traitements

5.1.1 : Finalités du traitement

Les Parties déterminent conjointement la finalité principale du traitement, et dans les conditions suivantes prévues dans « description du dispositif et des traitements des données personnelles » :

Finalité principale : la gestion de l'attribution de l'aide au financement de l'abonnement Imagine R.

Les sous finalités et la finalité principale réalisées par les Parties sont définies dans l'article 5.1.3 ci-dessous.

5.1.2 : Description du dispositif et des traitements des données personnelles

Dans le cadre du dispositif d'attribution d'une aide financière pour le paiement de l'abonnement imagine R attribuée et financée par la Région, cette dernière collecte des données via l'application LABAZ auprès des lycéens inscrits sur LABAZ via un formulaire de demande sur l'application. Elle vérifie l'éligibilité dans les conditions définies ci-après et transmet les données à Comutitres qui effectue un deuxième contrôle d'éligibilité, attribue un statut puis se charge du paiement de l'aide.

Les modalités des traitements réalisés par chacune des Parties sont décrites ci-dessous.

1) Personnes concernées par les traitements de données personnelles

Les Données à caractère personnel traitées par les Parties concernent les lycéens franciliens de 15 ans et plus qui détiennent un passe Navigo Imagine R.

2) Données collectées par la Région

Les données collectées par la Région sont les suivantes :

- Civilité
- Données d'identité : nom, prénom, date de naissance ;
- Données de contact : adresse mail ;
- Département de résidence ;
- Départements de scolarité ;
- Etablissement de scolarité ;
- Niveau de classe ;
- Numéro client Imagine R.

La Région vérifie grâce à une API mise à disposition par Comutitres :

- que le numéro client Imagine R correspond au nom et prénom fournis par le jeune sur le formulaire ;
- que le type de contrat est « scolaire » ;
- que le contrat est actif sur l'année scolaire en cours.

La Région transmet ces données vérifiées à Comutitres qui vérifie de son côté :

- que le département de résidence du lycéen est bien le même que celui déclaré au moment de la souscription du passe Navigo Imagine R pour l'année 2025-2026 ;
- que le niveau de classe du demandeur est équivalent à une classe de lycée ;
- le statut de tiers-payeurs.

Lors du traitement de ces données, Comutitres est susceptible de rejeter une demande. Dans ce cas, Comutitres indiquera au demandeur l'une des justifications suivantes :

- Le département de résidence au moment de la souscription Imagine R ne correspond pas au département indiqué lors de la demande et ce département n'est pas éligible ;
- Le niveau de classe du demandeur est hors lycée.

3) Les données traitées par Comutitres

Les catégories de Données à caractère personnel traitées par Comutitres dans le cadre de l'exécution de la présente convention sont :

- Nom (obligatoire et non modifiable) ;
- Prénom (obligatoire et non modifiable) ;
- Date de naissance (obligatoire et non modifiable) ;
- Département de résidence au moment de la souscription Imagine R ;
- Département de l'établissement scolaire ;
- Etablissement scolaire ;
- Numéro client Imagine R et rattachement au nom et prénom du client (obligatoire) ;
- Statut tiers-payeur et date du statut.

4) Les données traitées en commun

Les données des agents de la Région et des agents de Comutitres en charge de la gestion des traitements sont traitées par les deux Parties.

Les données sont les suivantes : nom, prénom, fonction, organisme de rattachement (Région ou Comutitres), adresses mail professionnelles, adresses postales professionnelles, ainsi que le numéro de téléphone professionnel.

5) Responsabilités des bases de données

Comutitres est responsable de sa base de données utilisée pour les vérifications décrites ci-dessus.

La Région est responsable de sa base de données collectées via le formulaire LABAZ de demande d'aide pour le financement partiel du passe Navigo Imagine R.

6) Nature des opérations de traitement

La nature des opérations réalisées par les Parties sur les données est :

- La vérification des données fournies par les demandeurs selon les critères d'éligibilité de l'aide financière ;

- L'instruction des demandes en ce compris la vérification des fraudes ;
- L'attribution de l'aide financière au demandeur.

5.1.3 : Description des opérations de traitement

1) Opérations réalisées par Comutitres

A cette fin de mise en œuvre des opérations décrites ci-dessus, il est nécessaire pour Comutitres de mener les opérations de traitement suivantes :

- Enregistrement de données ;
- Organisation de données ;
- Structuration de données ;
- Conservation de données ;
- Consultation de données ;
- Utilisation de données ;
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition) ;
- Rapprochement de données ;
- Interconnexion de données ;
- Limitation de données ;
- Effacement de données ;
- Destruction de données.

Pour rappel, la finalité principale commune du traitement est la gestion de l'attribution de l'aide au financement de l'abonnement Imagine R.

Ce traitement comprend par ailleurs les sous-finalités suivantes :

- Sous-finalité 1 : Vérification de l'éligibilité de l'aide au regard des informations communiquées par le demandeur ;
- Sous-finalité 2 : Envois des données via des API ;
- Sous-finalité 3 : Comparaison avec les informations détenues dans ses propres bases de données (la vérification des bénéficiaires porteurs d'un contrat Imagine R) ;
- Sous-finalité 4 : Instruction et information de la Région et du demandeur de l'aide sur la décision issue de l'instruction de chaque dossier ;
- Sous-finalité 5 : Versement de l'aide ;
- Sous-finalité 6 : Lutte contre la fraude (la détection et la prévention de la fraude) ;
- Sous-finalité 7 : Réalisation d'analyses statistiques sur le nombre de lycéens par département ayant bénéficié d'un remboursement, le montant de l'aide régionale et, pour les lycéens boursiers, le niveau de la bourse ;

- Sous-finalité 8 : Gestion des réclamations et contentieux ;
- Sous-finalité 9 : Communication par Comutitres pour informer le client de son éligibilité
- Sous-finalité 10 : Reporting à la Région (tel que défini dans les articles 4.3, 4.4 et 4.5)

Comutitres s'engage par ailleurs à faire valider par la Région des modèles de communication envoyés aux demandeurs dans le cadre du dispositif.

2) Opérations réalisées par la Région

A cette fin de mise en œuvre des opérations décrites ci-dessus, il est nécessaire pour la Région de mener les opérations de traitement suivantes :

- Enregistrement de données ;
- Organisation de données ;
- Structuration de données ;
- Conservation de données ;
- Consultation de données ;
- Utilisation de données ;
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition) ;
- Rapprochement de données ;
- Interconnexion de données ;
- Limitation de données ;
- Effacement de données ;
- Destruction de données.

Pour rappel, la finalité principale commune du traitement est la gestion de l'attribution de l'aide au financement de l'abonnement Imagine R.

Ce traitement comprend par ailleurs les sous-finalités suivantes :

- Sous-finalité 1 : Vérification de l'éligibilité de l'aide au regard des informations communiquées par le demandeur ;
- Sous-finalité 2 : Envois des données via des API à Comutitres;
- Sous-finalité 3 : Lutte contre la fraude (la détection et la prévention de la fraude) ;
- Sous-finalité 4 : Gestion des réclamations et contentieux ;
- Sous-finalité 5 : Communication par la Région pour informer le client de son éligibilité ;
- Sous-finalité 6 : Communication institutionnelle.

5.1.4 : Description des durées, bases légales et utilisations des données par les Parties

1) Durée de traitement par les Parties

Les données feront l'objet d'un traitement par les Parties pendant la durée de la convention à savoir jusqu'au 31 décembre 2026. Pour les données nécessaires à la gestion d'une réclamation ou d'un litige, ainsi que celles nécessaires à la lutte contre la fraude, la durée de conservation sera celle applicable à la durée légale de prescription de la voie de recours concernée et/ou de la vérification à réaliser.

2) Durée de conservation des données selon les finalités

Les données suivantes sont conservées par les Parties :

- Les données du formulaire LABAZ envoyées par la Région pour la gestion des demandes et leur attribution (vérification, instruction et paiement de l'aide financière) sont conservées 2 ans en cas de refus et 10 ans en cas d'attribution ;
- Les données résultantes d'un litige ou d'une contestation sont conservées le temps de la prescription légale applicable selon le type de litige ;
- Les données pour la gestion des réclamations sont conservées le temps de la durée de la réclamation et maximum le temps de la relation contractuelle avec le demandeur ;
- Les données permettant la vérification pour lutter contre la fraude ne sont pas conservées, il y a une purge immédiate après vérification (indication unique que la vérification est effectuée).

3) Base légale des traitements de Données à caractère personnel

La Région est investie d'une mission d'intérêt public. Comutitres emprunte cette base légale pour les traitements listés ci-dessus.

4) Accès et utilisation des données personnelles

Les données transmises ainsi à la Région et à Comutitres ne peuvent pas être réutilisées pour une autre finalité que celles indiquées dans la présente clause.

Les Parties s'interdisent toute réutilisation : ils s'interdisent notamment toute utilisation pour leurs propres fins, tout enrichissement de leurs propres bases, mais également tout envoi à un partenaire ou tiers sans une autorisation commune au préalable et selon les modalités prévues par le RGPD ou toute autre réglementation applicable.

Article 5.2 : Respect des obligations légales par les Parties

Les Parties, en tant que Responsables conjoints de traitement, s'engagent à tout mettre en œuvre afin de respecter l'ensemble des obligations du présent article, dans les conditions et modalités précisées dans ce dernier, et à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») en ce qui concerne le traitement des données.

5.2.1 : Registre des catégories d'activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements faisant l'objet de la présente Convention dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- Le nom et les coordonnées des Parties, de leurs représentants et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- Les finalités du traitement ;
- Une description des catégories de personnes concernées et des catégories de Données à caractère personnel ; Les catégories de destinataires auxquels les Données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- Le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

5.2.2 : Notifications

Les Parties conviennent que toute notification ou correspondance relative aux dispositions de la présente Convention devra être exclusivement adressée au Délégué à la Protection des Données ou point de contact désigné de chacune des Parties.

5.2.3 : Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes aux présentes dispositions de la Convention, s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues à la présente Convention en matière de protection des Données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet de la Convention reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

5.2.4 : Transfert de données vers des pays tiers ou à des organisations internationales

Sauf accord préalable et écrit par les Parties, aucun transit en dehors l'Espace Economique Européen (« EEE ») ne sera réalisé par les Parties pour le transfert des données dans le cadre de la prestation objet de la présente Convention.

5.2.5 : Sécurité des données

Les Parties s'engagent, dans le périmètre de son intervention y compris dans la mise à disposition des API nécessaires aux traitements, à mettre en place des mesures de sécurité adéquates par rapport à l'état de l'art afin de protéger les données, et notamment à les protéger contre la destruction, la perte ou l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé ainsi que toute autre forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées.

Les Parties s'engagent à maintenir ses moyens au cours de l'exécution des présentes et à défaut, à immédiatement s'en informer mutuellement.

5.2.6 : Coopération avec les autorités de contrôle

Les Parties s'engagent à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle.

5.2.7 : Garanties

Nonobstant, les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

5.2.8 : Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

5.2.9 : Assistance, Alerte et Conseil

Au titre de l'obligation d'assistance, d'alerte et de conseil réciproque des Parties, chacune s'engage à :

- ☞ Informer immédiatement chacune des Parties par écrit en cas de violation des règles en matière de protection des Données à caractère personnel ;
- ☞ S'assister mutuellement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans la mesure du possible, pour s'acquitter de leur obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées les saisissent en vue d'exercer leurs droits, notamment leur droit d'effacement ;
- ☞ S'assister mutuellement, compte tenu des informations dont dispose chacune des Parties, pour garantir le respect des obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de données à l'autorité de contrôle et, le cas échéant à la personne concernée, d'analyse d'impact relative à la protection des Données à caractère personnel ainsi que dans le cadre de la consultation

préalable de l'autorité de contrôle compétente dès lors que celle-ci serait requise au regard des résultats de cette analyse d'impact.

5.2.10 : Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à la Région de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Comutitres s'engage à faire figurer la mention d'information convenue avec la Région lors des interactions avec les demandes ou franciliens concernés ou potentiellement concernés par le dispositif.

5.2.11 : Exercice des droits des personnes

Dans toute la mesure du possible, Comutitres aidera la Région, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage), droit à donner des directives post-mortem sur le sort des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès de Comutitres des demandes d'exercice de droits, Comutitres doit adresser ces demandes, dès réception et sous 48h maximum, par courrier électronique à l'adresse suivante : Pour la Région Île-de-France : dpo@iledefrance.fr.

Dans le cas où il est nécessaire de contacter Comutitres pour la gestion des demandes, l'adresse DPO est la suivante : donnees-personnelles@comutitres.fr

5.2.12 : Sort des données

Au terme de l'intervention relative au traitement de ces données, Comutitres s'engage à renvoyer toutes les Données à caractère personnel à la Région.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information de Comutitres, sauf pour les données que Comutitres doit conserver en application d'une obligation légale, et à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des Données à caractère personnel.

Une fois les données détruites, Comutitres doit justifier par écrit de la destruction auprès de la Région.

5.2.13 : Violations de la sécurité des Données à caractère personnel

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- De prendre les mesures adaptées ;
- De tenir le registre des violations ;
- D'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- D'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Chacune des Parties doit aviser sans délai et au maximum 48h l'autre partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

La notification de cette violation s'effectue au moyen d'un mail d'alerte auprès des DPO des Parties par mail aux adresses suivantes : dpo@iledefrance.fr et donnees-personnelles@comutitres.fr Les Parties transmettront dès lors la liste des personnes concernées aux référents des Parties et à leurs DPO.

La notification devra contenir :

- La description de la nature de la violation de Données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à caractère personnel concernés ; et les dates correspondantes ;
- Le nom et les coordonnées du Délégué à la Protection des Données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises par l'une ou l'autre des Parties ou que cette dernière propose de prendre, pour remédier à la violation de Données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

5.2.14 : Audit

Comutitres permettra la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la Région ou un autre auditeur qu'il a mandaté, pendant toute la durée de la Convention, aux propres frais de la Région. Si l'audit permet de déceler une défaillance ou si l'audit est initié suite à une défaillance de Comutitres, ce dernier prendra en charge les coûts de l'audit ainsi que les coûts de la mise en conformité.

La vérification sera effectuée sous réserve d'un préavis minimum de trente (30) jours, pendant les heures ouvrables et de manière telle qu'il n'en résulte pas une gêne excessive pour les activités du Responsable Conjoint.

Comutitres s'engage à contribuer à la réalisation de ces audits.

Dans le cas où Comutitres ferait l'objet d'une enquête ou d'une demande d'information par l'autorité de contrôle concernant tout traitement effectué pour le compte du Responsable de traitement conjoint, Comutitres s'engage à en informer la Région au plus tard dans les 24 heures suivantes à la demande d'information de l'autorité de contrôle et à satisfaire cette enquête ou demande.

5.2.15 : Information – communication aux autorités de contrôle

Les Parties s'engagent à réaliser ou à faire réaliser sous leurs responsabilités l'ensemble des formalités préalables à la mise en place d'un traitement, pouvant inclure des études d'impact relatives à la vie privée, et si nécessaire à les porter à la connaissance des autorités de contrôle.

Les Parties s'engagent à porter assistance dans ces démarches, dans les limites de leurs interventions et à leurs frais, et sans toutefois que leurs responsabilités ne puissent être recherchées de ce fait si cela ne concerne pas le traitement dont la partie concernée a la responsabilité.

Dans les meilleurs délais, chaque partie tiendra informée l'autre partie :

- De toute demande de communication de Données à caractère personnel issue d'une autorité compétente sauf disposition contraire ;
- De toute demande ou plainte reçue directement des personnes concernées par le traitement confié dans le cadre de la Convention ;
- De toute violation de Données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

Les Parties s'engagent à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait leur être adressée ou en cas de contrôle.

Fait à SAINT-OUEN,

en deux exemplaires originaux dont un sera remis à chaque signataire.

Notifiée le

Pour Comutitres S.A.S,

La Présidente

Pour la Région,

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Caroline PAUWELS

Valérie PÉCRESSE

DOSSIER N° 25003722 - Aide à la mobilité des lycéens franciliens

Dispositif : LABAZ – soutien régional à la jeunesse francilienne (sport, culture, mobilité...) (n° 00001315)

Délibération Cadre : CP2023-216 du 01/06/2023

Imputation budgétaire : 933-348-65134-134003-300

Action : 13400305- Jeunesse et promesse républicaine

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 21 500 000,00 €
----------------------------------	---

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUTITRES SAS
Adresse administrative : 21 BOULEVARD HAUSSMANN
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Caroline PAUWELS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mobilité des jeunes lycéens franciliens

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Depuis sa création, le forfait « Imagine R Scolaire » bénéficie d'une contribution annuelle de la Région. Pour 2025, la Région contribue à hauteur de 23,9 M€ au financement des déplacements des jeunes bénéficiant d'un forfait imagine R.

La Région, acteur majeur, reconnu et engagé pour la mobilité de ses jeunes au titre de leur cycle d'enseignement secondaire, a souhaité réduire encore davantage le coût des transports pour ce public et leurs familles.

Cette attribution d'un montant pouvant aller jusqu'à 100€ - dans la limite du reste à charge des lycéens franciliens éligibles à l'aide - a été mis en place et géré depuis l'application mobile LABAZ avec l'appui de Comutitres S.A.S. Une convention avec Comutitres agissant au nom et pour le compte d'Île-de-France Mobilités en fixait les modalités d'attribution.

La Région souhaitant reconduire ce soutien à la rentrée 2025.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contribution régionale au financement de la carte ImagineR pour les lycéens	21 500 000,00	100,00%
Total	21 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	21 500 000,00	100,00%
Total	21 500 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - Charte partenaires sport et culture

Charte des structures partenaires adhérentes du dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la Région Île-de-France crée une Application Mobile accessible gratuitement aux jeunes franciliens de 15 à 25 ans qui présente de façon personnalisée, simple et fluide l'ensemble des aides et dispositifs de la Région destinés aux jeunes ainsi que des bons plans de partenaires régionaux.

C'est dans ce cadre qu'une nouvelle aide visant à renforcer l'accès à la pratique sportive, artistique et culturelle est proposée aux jeunes franciliens de 15 à 17 ans (les bénéficiaires de l'aide). Cette aide, accessible depuis l'Application Mobile, peut être utilisée par les bénéficiaires en une ou plusieurs fois auprès des structures partenaires du dispositif adopté par délibération n°CP 2023-216 du 1er juin 2023 modifiée.

La présente charte vise à définir les conditions et modalités d'adhésion des structures partenaires au dispositif de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CHARTE

Cette charte a pour objectif de définir les conditions et modalités d'adhésion des structures partenaires au dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle des jeunes de 15 à 17 ans de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 2 : LES STRUCTURES PARTENAIRES

Pour faire partie du dispositif, les structures partenaires doivent proposer et organiser, sur le territoire francilien, des activités sportives, artistiques ou culturelles ou la vente de livres pour un public de jeunes de 15 à 17 ans. Elles doivent également avoir au moins un an d'ancienneté. Le réseau des structures partenaires participant au dispositif est composé des acteurs suivants dans le secteur du sport et de la culture :

- les associations sportives et structures agréées par le ministère en charge des sports ou affiliées aux fédérations sportives agréées par le ministère en charge des sports,
- les clubs esport affiliés à France Esport,
- les structures culturelles proposant une offre de pratique culturelle dans leurs établissements à destination du public 15-17 ans,
- les librairies indépendantes franciliennes répondant aux critères définis en annexe 1
- les cinémas, ou réseaux de cinéma, proposant une tarification préférentielle pour le public jeune de 15 à 17 ans.

Les structures ayant la forme juridique « entrepreneur individuel » ne sont pas éligibles au dispositif.

ARTICLE 3 : ADHESION AU DISPOSITIF

L'adhésion au dispositif se fait via une plateforme dédiée rattachée à l'Application Mobile par laquelle l'aide est distribuée. L'adhésion au dispositif doit être faite par un des représentants légaux de la structure partenaire ou son représentant qui doit :

- se connecter à la plateforme en utilisant son compte France Connect ;

- indiquer le SIREN de sa structure ;
- signer la charte des structures partenaires ;
- signer la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- fournir un RIB au nom de la structure en format pdf (document original issu du site internet de la banque).

Les structures partenaires adhèrent au dispositif à titre gratuit. Elles ne peuvent en aucun cas transmettre leur affiliation à un tiers sans l'accord préalable de la Région Île-de-France.

Compte tenu de l'objet même de ce dispositif, chaque structure partenaire dispose d'une dérogation de la Région à la publication d'une ou plusieurs offres de stage au titre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ».

ARTICLE 4 : MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE POUR LA PRATIQUE SPORTIVES, ARTISTIQUES OU CULTURELLES

Le montant de l'aide financière pour la pratique sportive, artistique et culturelle de la Région Île-de-France s'élève à 100 € par an et par bénéficiaire. Le montant de l'aide n'est pas cumulable d'une année à l'autre. Il est crédité à partir du 1er septembre et peut être utilisé par le bénéficiaire jusqu'au 31 août de l'année suivante.

L'aide est accessible via une Application Mobile dédiée et elle est créditée dans le portefeuille virtuel de chaque jeune remplissant les critères d'éligibilité. L'aide est strictement personnelle et ne peut être utilisée que pour le paiement d'activités sportives, artistiques ou culturelles réalisées par le jeune bénéficiaire ou pour l'achat d'un livre.

L'utilisation de cette aide pour l'achat de matériel ou d'équipement liés à la pratique sportive, artistique ou culturelle n'est pas autorisée. L'utilisation de cette aide pour le paiement de tout produit ou prestation autre qu'une activité sportive, artistique ou culturelle ou un livre n'est pas autorisée. De plus, cette aide ne peut être mobilisée dans le cadre d'une activité gratuite ou d'un livre gratuit.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas céder ses droits et avantages à un tiers et à utiliser son aide uniquement pour le paiement de la pratique d'une activité sportive, artistique ou culturelle à laquelle il souhaite s'inscrire ou l'achat d'un livre.

Les structures partenaires doivent pouvoir justifier, à la demande de la Région Île-de-France, des activités réalisées par les bénéficiaires de l'aide au sein de leur structure.

L'aide est sécable et peut-être utilisée en plusieurs fois auprès des structures partenaires du dispositif.

ARTICLE 5 : GESTION DES TRANSACTIONS

Les structures partenaires du dispositif s'engagent à :

- accepter le code (ou QR Code) présenté par les bénéficiaires comme titre de paiement pour l'inscription à une pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles ;
- ne pas accepter le titre de paiement pour l'inscription à une activité d'une autre personne que celle pour laquelle l'aide est destinée ;
- ne pas accepter le titre de paiement pour un produit ou une prestation autre que l'inscription à une pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles ou l'achat d'un livre.

- à déduire la somme du coupon de l'inscription du jeune. En effet, le coupon est un titre de paiement. En aucun cas le partenaire ne peut demander au jeune de régler la totalité des frais d'inscription si le coupon a été scanné précédemment.
- à ne pas demander aux bénéficiaires un coupon d'un montant supérieur à la valeur de l'activité à laquelle il s'inscrit ou au livre qu'il achète.
- garantir la transparence dans leur fonctionnement, notamment en ce qui concerne les tarifs pratiqués et les activités proposées.
- accueillir les jeunes utilisant l'aide comme tout autre usager.

Si le prix total des services délivrés par la structure partenaire est supérieur au montant du titre de paiement, le solde est à la charge financière du bénéficiaire.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES STRUCTURES PARTENAIRES

Chaque structure partenaire qui adhère au dispositif s'engage à :

- respecter les valeurs de la Région Île-de-France, notamment en matière de probité, de diversité, d'inclusion et de respect de l'environnement ;
- offrir un égal accès des activités aux filles et aux garçons ;
- mettre en place un encadrement adapté pour les jeunes, en veillant à leur bien-être et à leur épanouissement ;
- respecter les règles de sécurité en vigueur dans leur domaine d'activité et mettre en place toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des jeunes ;
- respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité ;
- respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité adoptée par délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, en faisant apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention ;

ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DES STRUCTURES PARTENAIRES

Le montant de l'aide destinée aux bénéficiaires est versé par la Région Île-de-France aux structures partenaires ayant adhéré au dispositif, au prorata des sommes utilisées par les bénéficiaires auprès d'elles. Les remboursements se font uniquement par virement bancaire, sur le RIB fourni par la structure partenaire lors de son inscription au dispositif. En cas de changement de compte bancaire, la structure partenaire en informe immédiatement la Région Île-de-France et lui transmet un nouveau RIB en format pdf (issu du site internet de la banque). A défaut, la Région ne pourra procéder au paiement des coupons.

Le remboursement des coupons scannés sur un mois est, en général, effectué avant la fin du mois suivant.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

Afin de promouvoir le dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle, la structure partenaire autorise la Région Île-de-France à faire état de son identité, des activités proposées dans l'interface bénéficiaire et dans les communications liées au dispositif.

La structure partenaire bénéficie, une fois affiliée au dispositif, d'une visibilité et de la

possibilité de publier des informations pratiques sur l'Application Mobile en direction des bénéficiaires.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE ET RESTITUTION EVENTUELLE DU MONTANT VERSE PAR LA REGION

Dans le cadre du suivi de ce dispositif, la Région Île-de-France pourra procéder à des contrôles du bon respect de cette charte.

Le partenaire s'engage à fournir les justificatifs ou faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment :

- les justificatifs d'inscription de chaque jeune bénéficiaire à une activité sportive, artistique ou culturelle au sein de la structure ou d'achat d'un livre,
- les licences des jeunes bénéficiaires à la Fédération sportive à laquelle le partenaire est affilié (pour les clubs sportifs)
- le livre-journal de la structure permettant d'identifier les prestations effectivement facturées aux jeunes dans le cadre de la pratique sportive ou culturelle et ouvrant droit à remboursement ou de l'achat d'un livre

En cas d'inexécution ou d'utilisation des fonds non conforme à la présente charte, les paiements au partenaire pourront être suspendus et les sommes éventuellement déjà versées devront être restituées. Les accès du partenaire à son espace sur le portail des partenaires Labaz seront désactivés.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE L'ADHESION

En cas de manquement grave de la part de la structure partenaire aux obligations énoncées dans la charte ou de non-respect de l'un des points de la charte, la résiliation de l'adhésion de la structure partenaire sera prononcée de plein droit par la Région Ile-de-France.

L'adhésion au dispositif pourra être résiliée par la structure partenaire en faisant la demande depuis la plateforme partenaire dédiée.

En cas de résiliation, la structure partenaire s'engage à cesser immédiatement toute référence et toute utilisation promotionnelle liées au dispositif.

ARTICLE 11 : ROLES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET DE LA STRUCTURE PARTENAIRE AU REGARD DU REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES (RGPD) 2016/679 DU 27 AVRIL 2016 PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La Région Île-de-France a nommé un délégué à la protection des données et s'engage à rendre la plateforme d'inscription des partenaires de l'Application Mobile conforme à l'ensemble des dispositions du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016, notamment en ce qui concerne l'information des personnes concernées, la tenue du registre des traitements de données, la sécurité des données et leur confidentialité. En cas de violation des données nécessitant une notification à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et – le cas échéant – nécessitant une notification auprès des bénéficiaires, la Région Île-de-France en assure l'effectivité. L'ensemble des traitements est spécifié dans l'annexe 2 « Protection des données personnelles ».

Tout Partenaire déclare et garantit être en conformité avec la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

La structure partenaire est autorisée à collecter à partir des données du portefeuille virtuel, les informations strictement nécessaires aux seules fins d'inscription du bénéficiaire à ses propres services payés à l'aide du portefeuille virtuel. Cette inscription est sous l'entière responsabilité la structure partenaire qui est seule responsable du traitement des données d'inscription aux activités de sa structure.

ARTICLE 12 : DATE D'EFFET DE L'AIDE ET DE LA CHARTE

Le dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle est mis en place de façon opérationnelle à partir du 1er septembre 2023.

La présente charte est applicable dès que la délibération par laquelle la Région Ile-de-France l'a approuvée est exécutoire. La charte est tacitement reconductible avec les structures partenaires d'année en année. La charte prendra fin en cas d'arrêt du dispositif.

ARTICLE 13 : LITIGES

Tout litige auquel la présente charte pourrait donner lieu, tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa réalisation sera soumis aux Tribunaux compétents.

ANNEXE 1 : Critères d'éligibilité au dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle pour les librairies indépendantes

Pour devenir partenaires du dispositif d'aide à la pratique sportive, artistique et culturelle, les librairies indépendantes doivent répondre aux critères suivants :

- être située en région Île-de-France
- Avoir la majorité de son capital détenu par des personnes physiques impliquées dans le fonctionnement de l'entreprise ; le responsable du magasin, s'il n'est pas actionnaire majoritaire, dispose d'une autonomie totale dans la constitution et la gestion courante de son assortiment ainsi que dans le recrutement et la direction de l'équipe
- Être une librairie de littérature générale ou spécialisée dans un champ littéraire spécifique, magasin ouvert au public dont l'activité principale est la vente de livres neufs, diversifier les catégories d'ouvrages de fonds et favoriser la promotion de tous les ouvrages dans leur diversité.

ANNEXE 2 : Protection des données personnelles

1. Responsabilité disjointe des traitements

La Région Île-de-France est responsable du traitement des données à caractère personnel des utilisateurs de l'Application Mobile, au sens de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Elle décide seule des finalités et moyens mis en œuvre pour les traitements qu'elle met en œuvre à travers l'Application Mobile. A cet égard, la Région s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Libertés.

La structure partenaire n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par la Région Île-de-France.

La structure partenaire est autorisée à collecter à partir des données du portefeuille virtuel, les informations strictement nécessaires aux seules fins d'inscription du bénéficiaire à ses propres services payés à l'aide du portefeuille virtuel. Cette inscription est sous l'entière responsabilité de la structure partenaire qui est seule responsable du traitement des données d'inscription aux activités de sa structure par ses propres moyens de traitement.

La structure partenaire déclare et garantit être en conformité avec les dispositions du RGPD et de la loi Informatique et Liberté et s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre responsable de traitement le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Lorsque l'une d'elles reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre, celle qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

2. La Région Île-de-France responsable de traitement des données personnelles de la structure partenaire

Il est de la responsabilité de la structure partenaire d'informer les personnes concernées par le traitement décrit ci-après.

Dans le cadre de l'inscription à la plateforme des partenaires, la Région Île-de-France met en œuvre un traitement de données à caractère personnel du représentant légal de la structure partenaire.

Les finalités poursuivies par le traitement sont les suivantes :

- gestion de l'adhésion de la structure partenaires aux dispositifs de la Région afin de figurer parmi les aides proposées sur l'Application Mobile ;
- gestion du remboursement des aides ;

Le fondement juridique de ce traitement est l'exécution d'un contrat.

Les données collectées sont destinées aux membres du personnel habilités de la Région et de ses prestataires en charge de l'instruction.

Les données sont conservées en base active pour la durée de la relation contractuelle, augmentée de la durée de prescription légale applicable, puis supprimées.

La personne concernée dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, à la portabilité de leurs données ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Elle dispose également du droit de formuler des directives générales ou particulières concernant la conservation, l'effacement et la communication des données post-mortem les concernant. Les demandes relatives à l'exercice des droits s'effectuent auprès du délégué à la protection des données désigné par la Région dont les coordonnées sont précisées ci-après.

La personne concernée dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

La Région Île-de-France a nommé un délégué à la protection des données, le cabinet Lexing Alain Bensoussan Avocats dont l'adresse de courrier électronique est : dpo@iledefrance.fr.

ANNEXE 3 - Convention type "Partenaires Bons plans Labaz"

**CONVENTION TYPE
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE PARTENARIAT
BONS PLANS POUR LES UTILISATEURS DE LABAZ**



AVEC [Partenaire]

ENTRE :

La Région Île-de-France, ayant son siège social situé 2 rue Simone Veil, à Saint-Ouen sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse et enregistrée au SIREN sous le numéro d'identification 237 500 079, dûment habilitée par délibération n° CP 2024-261 Jeunesse et promesse républicaine du 27 septembre 2024.

Ci-après désignée « **Région Île-de-France** »

d'une part,

ET :

NOM DU PARTENAIRE situé ADRESSE PARTENAIRE, numéro SIRET : NUMERO SIRET représenté par NOM DU REPRESENTANT, QUALITE DU REPRESENTANT, dûment habilitée à cet effet par DESIGNATION DE L'ACTE ACCORDANT LA DELEGATION DE SIGNATURE en date du DATE,

Ci-après désigné « **le Partenaire** »

d'autre part,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** » et individuellement « **la Partie** ».

PRÉAMBULE

L'Île-de-France étant une région de contrastes et d'inégalités – inégalité territoriale et d'accès à l'information, aux diplômes, à la mobilité, à l'emploi, ... -, la Région Île-de-France a fait le choix de s'engager pour la jeunesse de manière volontariste dans des champs qu'elle investissait peu auparavant, en territorialisant son action, afin de répondre aux attentes de cette génération et d'améliorer son quotidien.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, la Région Île-de-France a créé une application mobile accessible gratuitement aux jeunes franciliens de 15 à 25 ans qui vise à présenter de façon personnalisée, simple et fluide l'ensemble des aides et dispositifs de la Région destinés aux jeunes ainsi que des bons plans de partenaires régionaux.

L'application mobile Labaz propose notamment une aide financière de 100 euros pour la pratique d'activités sportives, artistiques ou culturelles (uniquement pour les jeunes de 15-17 ans) et l'aide à l'achat vélo mécanique d'Île-de-France Mobilités pour les jeunes de 15 à 25 ans.

A travers LABAZ, la Région Île-de-France souhaite faciliter l'accès des jeunes franciliens à des événements sportifs ou culturels et à des avantages auprès des acteurs régionaux œuvrant dans les secteurs du sport, de la culture, des loisirs, de la mobilité, de l'éducation, de la formation, de la santé / bien-être.

Pour ce faire, la Région Île-de-France souhaite nouer des partenariats avec les acteurs du territoire francilien souhaitant proposer aux utilisateurs de l'application Labaz de nombreux avantages en lien avec ces thématiques

EN CONSÉQUENCE, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités du partenariat entre la Région Île-de-France et le Partenaire **afin de proposer un (ou des) bon(s) plan(s) aux utilisateurs de l'application mobile Labaz.**

Article 2 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties pour une durée d'un an.

Elle est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation expresse dans un délai de 1 (un) mois avant reconduction.

Article 3 : MODALITÉS DE LA CONVENTION

3.1 Engagements de la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à référencer l'offre proposée par le partenaire dans l'application Labaz.

Paragraphe à compléter par la Région Île-de-France

3.2 Engagements du Partenaire

3.2.1 Le Partenaire affirme respecter les termes de la charte des partenaires Bons plans Labaz (voir Annexe), à savoir :

- Disposer d'un siège en Région Île-de-France et/ou y exercer son activité et disposer d'un rayonnement territorial de niveau départemental au minimum.
- Proposer une offre commerciale qui apporte un bénéfice aux utilisateurs de Labaz et qui répondent à plusieurs critères :
 - o Être reliée à une ou plusieurs des thématiques suivantes : sport, culture, loisirs, mobilité, éducation, formation, santé /bien être ;
 - o Donner accès à des avantages (réductions, lots, places, tickets ou invitations, jeux concours ou un autre avantage lié à son activité) ;
 - o Être utilisable en Île-de-France ;
 - o Correspondre à la tranche d'âge de 15 à 25 ans ou à une tranche spécifique comprise dans cette dernière.
- Proposer une offre en adéquation aux valeurs et à l'image de la Région Île-de-France :
 - o Ne pas être contraire aux notions de durabilité, d'égalité, de diversité et d'inclusion ;
 - o Ne pas dégrader l'image de la Région Île-de-France : aucune offre à caractère discriminatoire et/ou conduisant à une dérive sectaire, religieuse, politique et sexuelle ne pourra être acceptée ;
 - o Respecter la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité (en annexe), dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.2.2 Le partenaire propose une (ou des) offre(s) aux utilisateurs Labaz dont les caractéristiques sont les suivantes :

Offre(s) détaillée(s) à compléter par le partenaire

Description(s) de(s) l'offre(s) :

Exclusivité Labaz : oui / non

Thématique(s) reliée(s) à l'offre :

Durée de(s) l'offre(s) :

Cible/tranche d'âge de(s) l'offre(s) :

Communication associée à l'offre :

3.2.3 Le partenaire s'engage à fournir au cours de la première semaine du mois n, les statistiques mensuelles du mois n-1 permettant d'évaluer l'impact du partenariat auprès de la cible (a minima le taux d'utilisation de l'offre).

Article 4 : RESPECT DES DISPOSITIONS SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter les obligations mises à leur charge par le Règlement Général sur la Protection des Données (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), ainsi que par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel et, enfin, le décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat objet de la présente convention, la Région Île-de-France traitera les données personnelles que le partenaire aura transmis à la Région à cet effet.

Seules les données nécessaires à la gestion de ce partenariat seront collectées et traitées par la Région Île-de-France, qui les conservera le temps de la convention.

Ces données sont les suivantes : nom, prénom, structure, fonction, email du contact dans la structure.

La finalité de ces traitements est la mise en œuvre du partenariat objet de la présente convention.

La base légale de ces traitements est la mission d'intérêt public

Seuls les agents habilités de la Région Île-de-France auront accès à ces données, qui sont stockés de manière sécurisée par la Région Île-de-France.

Pour en savoir plus sur la gestion des données personnelles par la Région Île-de-France et pour exercer ses droits, le partenaire peut se reporter à la politique de confidentialité de la Région : www.iledefrance.fr/politique-de-confidentialite. Il peut contacter le Délégué à la Protection des Données de la Région Île-de-France pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de la Région Île-de-France à l'adresse email suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine.

Article 5 : COMMUNICATION ET PARCOURS CLIENT

Le Partenaire s'engage à mentionner le nom de Labaz et de la Région Île-de-France et à apposer les logotypes Labaz et Région Île-de-France sur tout support de communication ou d'information qu'ils soient imprimés, digitaux et/ou audiovisuels destiné au public et relatif à l'offre de partenariat. L'usage des logos, leur taille et leur positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique consultable sur le site de la Région Île-de-France (<https://www.iledefrance.fr/logotype-de-la-region-ile-de-france>).

La Région Île-de-France s'engage à mentionner le nom du Partenaire et à apposer les logotypes du partenaire sur tout support de communication ou d'information qu'ils soient imprimés, digitaux et/ou audiovisuels destiné au public et relatif à l'offre de partenariat.

Les documents de communication réalisés dans le cadre de la/les Opération(s) feront l'objet d'un accord préalable des parties.

Sauf indications contraires de la part de la Région Île-de-France, le Partenaire est autorisé à communiquer sur le dispositif, à condition de respecter les éléments de langage qui lui auront été fournis par la Région Île-de-France.

Article 6 : SUIVI ET ASSISTANCE TECHNIQUE

Le Partenaire prend en charge toute assistance technique pour accéder au service qu'il propose aux utilisateurs de Labaz dans le respect des conditions générales d'utilisation qu'il a définies et consultables [mention à rajouter] : préciser par le partenaire où elles peuvent être consultables – site internet, application...).

La Région Île de France prend en charge toute assistance aux utilisateurs de Labaz concernant leurs modalités d'accès et d'inscription et s'engage à renvoyer au partenaire toute question relative au service proposé par ce dernier.

Article 7 : CLAUSE ÉTHIQUE

Le Partenaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et

procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Article 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention type fait l'objet d'un avenant approuvé par l'assemblée délibérante régionale.

Article 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région Île-de-France peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Si la résiliation est prononcée, celle-ci prend effet au terme d'un délai de 15 (quinze) jours, à compter de la date de sa notification.

La convention peut par ailleurs être résiliée à la demande expresse et motivée de l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution de leurs obligations. Dans ce cas, l'une de parties adresse à l'autre une mise en demeure de remplir ses engagements dans un délai fixe. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la partie qui a fait la demande de résiliation adresse à l'autre la décision de résiliation. Cette décision prend effet au terme d'un délai de 1 (un) mois à compter de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision.

Enfin la présente convention peut également être résiliée à la demande du Partenaire, à l'expiration d'un délai de 1 (un) mois à compter de la notification de sa demande auprès de la Région Île-de-France, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est régie par le droit français.

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont soumis au Tribunal administratif territorialement compétent.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait à....., le.....

Pour la Région Île-de-France

Pour le Partenaire

Prénom, Nom et Fonction du représentant

Prénom, Nom et Fonction du
représentant du Partenaire